

«un gouvernement national qui utilise ses pouvoirs pour répondre aux aspirations de chacune des provinces canadiennes et pour en développer le potentiel économique». Il s'agirait d'un «gouvernement national qui construise plutôt que de détruire» et qui ferait des années 80 «une décennie de possibilités plutôt qu'une décennie de doutes».

Monsieur le président, je conclurai brièvement. En cinquième lieu, le premier ministre a promis «d'améliorer la sécurité matérielle des Canadiens en aidant les plus démunis». Il a omis de le faire. Il n'y a ni dispositions fiscales sur les gains en capital, ni crédits d'impôt à l'énergie, ni exemption d'impôt foncier, ni économies d'énergie pour le peuple canadien.

● (1530)

[Français]

M. Roy: Monsieur le président, il me fait plaisir de prendre part à ce débat sur une mesure fiscale de nature, encore une fois, à favoriser les Canadiens tout en stimulant l'économie. J'espère que l'adoption de ces mesures fiscales sera reflétée dans la déclaration d'impôt des Canadiens pour l'année 1980. Et j'ose croire que le plus vite possible nous adopterons ce projet de loi, que tous les députés de ce côté-ci seront heureux de l'accueillir comme stimulant économique.

Monsieur le président, j'ai écouté bien attentivement mon préopinant. Il ne semble pas encore faire la distinction entre un parti socialiste et un parti communiste, alors qu'il associe socialisme et communisme. J'essaierai au cours de cette période de temps d'expliquer que les Canadiens, eux, ont choisi, non le socialisme, non le capitalisme exposé par les progressistes conservateurs et les idées socialistes exprimées par les néo-démocrates, mais le 18 février dernier, les Canadiens ont choisi le parti qui avait comme objectif la canadienisation de ces industries. Voilà pourquoi, à titre de membre du parti libéral, j'ai toujours un peu détesté ces partis de gauche ou de droite portant cette appellation dans les pays d'Europe. Mais nous, du parti libéral, avons comme objectif, non pas d'être de la gauche ou de la droite mais d'élargir le centre de façon que nos mesures sociales, nos stimulants économiques reflètent les aspirations de tous les Canadiens qu'ils soient d'une province de l'Ouest, d'une province centrale ou d'une province de l'Est. Voilà pourquoi je dis que le parti libéral par sa philosophie désire élargir le centre, et c'est exactement ce que les Canadiens ont choisi le 18 février dernier, entre ces deux programmes.

J'ai écouté le député de Calgary-Sud (M. Thomson) hier soir donner une espèce de compte rendu d'un voyage auquel j'ai également participé à titre de membre d'un comité spécial d'une société nationale de commerce. Le député parlait de l'économie actuelle de la Suède, laquelle était administrée par un gouvernement socialiste depuis longtemps, et je cite ses chiffres: pour un revenu de \$25,000 par année, ce contribuable payait \$13,000 d'impôt, et l'impôt pouvait aller jusqu'à 75 p. 100 si l'on gagnait \$32,000 et jusqu'à un montant de 85 p. 100 si les revenus excédaient ces sommes.

J'ai été témoin de cette situation, et je pense que mon honorable collègue l'a bien décrite. Lorsqu'il mentionnait, et j'étais témoin encore là, qu'il s'est acheté des caoutchoucs, il a payé 159 couronnes, alors je lui ai dit: John, si tu avais acheté ces caoutchoucs-là au Canada, tu aurais payé \$10, parce que c'est ce que j'ai fait avant de partir pour ce voyage.

Impôt sur le revenu—Loi

Une voix: Cent cinquante couronnes, c'est combien en Europe?

M. Roy: Le montant de 150 couronnes signifie environ \$50 en argent canadien. Alors je pense que cela illustre un peu ce qu'est la situation canadienne et combien de fois on l'oublie.

J'essaierai d'établir le baromètre de l'économie canadienne. Au cours de ce voyage, monsieur le président, j'étais fier de porter le drapeau canadien comme je suis fier aujourd'hui de porter même la cravate canadienne.

J'étais fier de voir à quel point les Canadiens sont reconnus non seulement par l'excellence de leur passeport, mais par leur façon d'être, par le rôle qu'ont joué nos ambassades à travers le monde, nos délégués commerciaux, leur efficacité dans le domaine industriel. Je voudrais rendre un hommage à toutes ces personnes qui sont réellement motivées pour la représentation canadienne dans le monde entier. Je demanderais au secrétaire parlementaire ici même devant moi de transmettre mes félicitations aux personnes en cause pour l'excellent travail qu'elles ont fait et qu'elles font actuellement, et je le fais actuellement en présence du président du comité spécial de la Société nationale de commerce qui était avec moi lors de ce voyage. On a constaté à quel point ces personnes désirent représenter convenablement le Canada. Elles sont réellement des ambassadeurs de la bonne entente et des ambassadeurs de l'économie canadienne.

J'aurais peut-être d'autres remarques à faire sur le rôle qu'ont joué ici nos attachés commerciaux qui ont également visité toutes les provinces canadiennes. On a également visité toutes les principales villes canadiennes en rencontrant les industriels et manufacturiers de la petite et moyenne entreprise, mais la relation entre l'entreprise et le personnel que nous avons ici au niveau domestique... Je ne veux pas dévoiler le contenu du rapport qui sera déposé à la Chambre, mais j'aurais aimé constater la même motivation chez nos attachés commerciaux ici au Canada que celle dont on a été témoin à l'extérieur du pays.

Je voudrais plutôt m'en tenir, monsieur le président, au baromètre de l'économie et à ce qui s'est fait ici même au Canada. Je n'utiliserai pas une question sélective, une partisanerie, ou des chiffres publiés par un parti politique. Je mentionnerai des chiffres qui ont été publiés, des tableaux statistiques qui ont été réalisés par la Banque mondiale, des agences statistiques américaines et l'Organisation pour la coopération et le développement économique en Europe, l'OCDE. Et c'est ce qui est important, c'est que nous sommes tous conscients du fait que l'inflation règne, et que c'est un mal international, mondial. Mais ce qui est important également, c'est ce qui reste dans nos poches après avoir payé nos impôts, pour acheter soit une maison, soit des biens, de la nourriture, des biens de consommation ou tout autre bien. Et je pense que c'est ce qui compte, et j'utiliserai ce baromètre canadien pour refléter un peu la situation réelle canadienne. J'ai fait allusion tantôt au rôle que jouent nos délégués commerciaux, nos ambassadeurs à l'échelon mondial. Les députés de l'opposition officielle, qu'ils soient aveugles, sourds, qu'ils manquent d'objectivité ou encore qu'ils soient profondément ancrés dans la partisanerie, veulent faire passer les Canadiens et leur économie comme étant médiocres et reflétant une situation désastreuse.